

payer un prix tellement exagéré que la majorité ne tirerait aucun avantage du gaz. L'étatisation permettrait de le faire dans une certaine mesure et même dans une bonne mesure.

Un autre aspect n'a pas encore été abordé: celui du caractère inflationniste de la mesure législative en cause. On nous dit que nous sommes en période d'inflation. Le Gouvernement a commencé à s'en préoccuper assez vivement; aussi, agissant par l'intermédiaire de la Banque du Canada, a-t-il augmenté les taux d'intérêt. On a réduit les réserves des banques à charte qui, à leur tour, ont diminué leurs prêts, même lorsqu'il s'agit des emprunteurs canadiens les plus légitimes. Bien des constructeurs d'habitations sont venus me dire qu'ils ne pouvaient obtenir d'emprunt de la banque et qu'ils avaient de plus en plus de difficulté à en obtenir des sociétés d'assurance pour financer la construction des logements dont le pays a besoin.

Qu'il existe une spirale inflationniste, c'est exact, même si elle est probablement maîtrisée dans une certaine mesure. Si, comme le dit le ministre des Finances, l'aménagement de ce pipe-line doit amener des immobilisations d'un milliard de dollars, s'imagine-t-on un instant que ces dépenses n'ajouteront pas sensiblement à la courbe inflationniste? Et pourtant, des journaux comme la *Fress Press* de Winnipeg dont les connaissances en matière économique en sont encore au moyen-âge soutiennent que l'inflation se fera peut-être sentir dans l'Est du Canada mais qu'elle ne saurait le faire dans l'Ouest. Thèse idiote en économie fermée! En réalité, le revenu des cultivateurs dans l'Ouest est peut-être bien inférieur à ce qu'il a déjà été mais le prix de ce qu'ils doivent acheter porte encore le poids de l'inflation.

Des thèses ont été avancées en faveur de la proposition, thèses que nous avons réfutées. Nous sommes prêts à relever les arguments que l'on fera valoir, mais nous aimerions entendre ce qu'on peut opposer à nos propres raisonnements. Au lieu de cela, nous voici en présence d'une mesure législative farcie d'anomalies, résultat auquel aboutit finalement un Gouvernement confondu par sa propre confusion.

M. Hahn: Monsieur le président, je suis un peu étonné, non pas de l'attitude prise par le chef de l'opposition officielle ou la CCF en refusant si carrément l'offre du premier ministre, mais plutôt de ce que le premier ministre n'ait pas vu à quel niveau pouvaient descendre les grands Canadiens de l'opposition pour ruiner délibérément une entreprise qui pourrait être à l'avantage général du Canada.

Pour ce qui est du sabotage absolu du pipe-line que propose le chef de la CCF, je signale qu'il était nettement opposé à toute disposition qui permettrait aux deux camps de s'entendre comme l'a préconisé l'honorable député de Vancouver-Kingsway. J'imagine que c'est compréhensible de la part de la CCF parce que ses membres tiennent si ferme au principe socialiste de nationalisation de tout ce qui leur tombe sous la main.

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre, qui vient de parler, a attribué, à la manière cécéfiste, certains énoncés au premier ministre Manning. Il a donné à entendre que le premier ministre Manning ne mettrait pas le gaz à la disposition de la population canadienne si le pipe-line était nationalisé. Jamais, que je sache, le premier ministre provincial n'a fait prévoir un tel ordre de choses.

Quand j'ai interrompu le député pour lui demander de nous citer ses sources, il s'en est bien gardé. Mais, en véritable cécéfiste, il s'est permis toutes sortes d'affirmations, dans la tradition hitlérienne, espérant que la population les croirait, lui et la CCF. C'est la méthode dite des éclaboussures.

Pour ce qui est de l'alliance du groupe créditiste du Québec, ou l'Union des électeurs, auquel nous ne sommes pas liés, et des libéraux, il y a une grande différence entre deux partis politiques qui s'unissent à des fins électorales et un parti ou groupe politique qui appuie un projet de loi qui lui inspire toute confiance et qui, il en a la conviction, est souhaité par la population.

On a souvent dit ici qu'un différend avait tourné à un débat. Il est permis de dire que le présent débat est passé du sublime au ridicule. Le ministre du Commerce, le ministre des Finances, le premier ministre et d'autres membres du cabinet ont dit qu'il était urgent d'adopter cette mesure si nous voulons que le projet devienne réalité. Les gens lucides de l'opposition qui s'opposent au bill ont montré qu'ils ne croient pas à l'urgence de la mesure, qu'ils ne trouvent aucun mérite à ce projet.

D'autre part, si l'on se place sur le plan provincial, on sait que les premiers ministres de l'Ontario, du Manitoba et de l'Alberta ont dit que, selon eux, l'adoption de cette mesure législative presse. A leur avis, leurs provinces tireraient grandement parti du gaz que permettrait de transporter cette canalisation. Il semble que le premier ministre de la Saskatchewan a gardé le silence jusqu'à maintenant. Je remarque qu'un des plus grands parleurs de la CCF, qui a dit plusieurs fois aux députés que la présente mesure ferait l'objet d'une obstruction comme on n'en avait jamais vu, que le bill re-